

SAHARA OCCIDENTAL

190 000 réfugiés sahraouis campent à Tindouf

«Le nombre des réfugiés sahraouis campant à Tindouf s'élève à 190 000», a révélé la ministre de l'Education du gouvernement de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), Mme Meriem E-Salek Hamada.

Les camps de Tindouf comptent, d'après la même responsable, pas moins de 28 000 enfants scolarisés dans les classes du primaire et du moyen. 7 000 autres étudiants reçoivent des formations dans les universités et lycées algériens. S'agissant du nombre de réfugiés sahraouis en terre mauritanienne ou ailleurs, la ministre a précisé que le gouvernement sahraoui ne dispose pas de statistiques fiables.

Néanmoins, Mme Hamada, qui s'est exprimée jeudi dernier, lors d'une conférence de presse tenue juste avant la clôture de sa visite à Constantine effectuée dans le cadre de la caravane qui sillonne l'est du pays, n'a pas daigné évaluer le volume de la subvention qu'accordent annuellement les autorités algériennes au gouvernement sahraoui. Elle s'est contentée, seulement, de dire

que le soutien de l'Algérie au peuple sahraoui ne peut être quantifié. «L'Algérie nous a accueillis sur une grande parcelle de son territoire et nous soutient indéfectiblement et par principe depuis plus de 30 ans sur les plans diplomatique, militaire, médiatique et également économique. Peut-on mesurer tout cela ?», s'est-elle interrogée. Et d'ajouter que la caravane, qui fait le tour de l'Algérie depuis plusieurs jours dans le cadre d'une manifestation politico-culturelle pour faire part aux Algériens des évolutions de la question du Sahara occidental vise notamment à rendre hommage à ces derniers pour leur solidarité inconditionnelle. Par ailleurs, la ministre de l'Education, qui a longuement évoqué les violations des droits de l'homme perpétrées par le makhzen marocain à l'encontre de ses concitoyens, a indiqué

qu'une «Intifadha» des Sahraouis gagne tout le Maroc depuis 2005. Un mouvement qui dénote l'état d'esprit du peuple sahraoui, lequel, affirme-t-elle, fait pression sur le Polisario (Front populaire pour la libération de la Saguia El Hamra et du Rio de Oro) afin de reprendre la lutte armée. «Nous essayons de tempérer l'ardeur de nos concitoyens, parce que nous préférons régler la question pacifiquement. Mais, si la reprise des armes s'imposera à nous, nous mènerons la guerre pour libérer notre pays. En tout état de cause, nous avons épuisé tous les moyens. La patience a des limites», assènera-t-elle, en précisant qu'elle est personnellement pour cette option, utile pour faire sortir le conflit du cul-

de-sac. Une position, précise-t-elle, qui n'implique guère tout le gouvernement sahraoui. En ce qui concerne le référendum d'autodétermination, renvoyé aux calendes grecques à cause du différend portant sur les listes électorales, Mme Hamada a souligné que le Polisario ne reviendra pas sur ses positions et que le gouvernement sahraoui n'acceptera jamais le compromis proposé par le palais alaouite et qui donne l'auto-gouvernance comme ultime concession.

«Nous sommes partants pour un référendum transparent où seuls les Sahraouis peuvent s'autodéterminer, en toute liberté, sur trois options, à savoir : l'indépendance du Sahara occidental, l'auto-gouvernance sous le régime marocain et l'intégra-

tion dans l'Etat du Maroc. Et si le peuple sahraoui opte pour ce dernier choix, le Polisario suivra. Enfin, notre peuple est déterminé plus que jamais à arracher son indépendance», conclura-t-elle, en rejetant le renouvellement du mandat de Peter Van Walsun, chef de la MINURSO (Mission internationale des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental) qui est, selon ses dires, proche des amis du Maroc, notamment le gouvernement Bush. Enfin, la ministre sahraouie, qui a assimilé le régime alaouite – dans une lecture du tout dernier discours du roi Mohammed VI – à un «naufragé qui s'accroche à n'importe quel objet pour être sauvé», expliquant ainsi son attitude consistant voir, dans la

réouverture des frontières avec l'Algérie le dénouement de la crise socioéconomique qui secoue le Maroc, par le fait de vouloir détourner l'opinion publique dans le royaume du vrai problème, à savoir le coût de l'occupation des territoires sahraouis, a réitéré l'engagement du gouvernement de la RASD à exécuter les décisions prises lors du dernier (12^e) congrès du Polisario. Entre autres, renforcer les forces armées sahraouies, peupler les zones libres et accentuer la compagne diplomatique afin de bénéficier de plus de soutien et d'accroître le nombre des Etats qui reconnaissent la RASD. La caravane a pris, hier, la direction de Mila avant de rejoindre Skikda demain.

Lyas Hallas

VENEZUELA

Chavez annonce la nationalisation de Banco Venezuela

Le président du Venezuela Hugo Chavez a annoncé jeudi la prochaine nationalisation de Banco de Venezuela, l'une des plus importantes banques vénézuéliennes contrôlée par le groupe espagnol Santander, qu'il a appelé à entamer des négociations sur le prix.

«Nous allons nationaliser Banco de Venezuela. J'ai appelé (le groupe Santander) pour qu'ils viennent et que nous commençons à négocier», a déclaré M. Chavez dans un discours retransmis par une chaîne de radio et de télévision. «Ils voulaient vendre la banque à un banquier vénézuélien et moi, le chef de l'Etat, j'ai dit non. A présent qu'ils la vendent au gouvernement, à l'Etat. Nous allons récupérer

Banco de Venezuela, une banque de cette envergure nous faisait grandement défaut», a souligné M. Chavez. Selon le président du Venezuela, après qu'il eut offert au groupe Santander l'acquisition de Banco de Venezuela, l'offre de vente a été retirée. «Les propriétaires espagnols étaient en train de vendre Banco de Venezuela, j'ai le document de pré-accord entre le groupe Santander et un banquier vénézuélien», a ajouté M. Chavez sans dévoiler le nom de l'acquéreur. Le chef de l'Etat s'est dit certain que désormais une «campagne» (de presse) allait avoir lieu en Espagne. «Les gros titres ne vont pas manquer dans la presse d'Espagne (pour dire) que Chavez s'en prend à l'Espagne (...) porte atteinte aux relations qui recommandaient à se normaliser», a souligné le prési-

dent. Il faisait référence à sa rencontre la semaine dernière avec le roi Juan Carlos et le chef du gouvernement espagnol José Luis Rodríguez Zapatero. Leur entretien avait scellé la normalisation des relations entre les deux pays après un sommet ibéro-américain houleux en novembre 2007, où le roi d'Espagne avait sommé M. Chavez de se taire. Depuis 2007, le président Chavez a nationalisé des entreprises de télécommunications et d'électricité, de sidérurgie, des cimenteries telles que Cemex (Mexique), Lafarge (France) et Holcim (Suisse) ainsi que des entreprises pétrolières mixtes opérant dans le riche bassin pétrolier de l'Orénoque. Toutes les nationalisations ont été jusque-là réalisées dans le cadre d'accords économiques conclus entre les parties.

«ACCORD» SECRET ENTRE KARADZIC ET HOLBROOKE

Une vieille controverse

L'existence d'un «accord» qui aurait été conclu entre l'ancien négociateur américain Richard Holbrooke et Radovan Karadzic, garantissant à l'ancien chef des Serbes de Bosnie qu'il ne serait pas inquiété par la justice internationale s'il se retirait de la vie publique suscite la controverse depuis des années.

Lors de sa première comparution jeudi devant le Tribunal pénal international (TPI) pour l'ex-Yougoslavie, puis dans une motion écrite rendue publique hier, Radovan Karadzic a affirmé que Richard Holbrooke lui avait promis qu'il ne serait «pas jugé» par le TPI.

«En 1996, au nom des Etats-Unis, Richard Holbrooke a fait une offre aux ministres et hommes d'Etat qui étaient mes représentants autorisés (...) s'engageant au nom des Etats-Unis à ce que je ne sois pas jugé devant ce tribunal», a assuré Radovan Karadzic dans cette motion écrite.

Ce n'est pas la première fois qu'il est fait état d'un tel «accord» entre Radovan Karadzic et ses représentants d'un côté, et Richard Holbrooke de l'autre. L'ancien négociateur américain l'a toutefois démenti à nouveau dès jeudi sur CNN. Cet «accord», s'il existait, permettrait de comprendre pourquoi Radovan Karadzic, inculpé par le TPI depuis 1995, a réussi à échapper à la justice internationale pendant si longtemps. En 2004, l'épouse de Radovan Karadzic, Ljiljana Zelen-Karadzic, avait affirmé qu'un tel document existait. Pour Florence Hartmann, ancienne

conseillère et porte-parole de l'ex-procureure du TPI, M^{me} Carle Del Ponte, Richard Holbrooke «dément, comme il l'a toujours fait» et Radovan Karadzic «de son côté, ne fournit aucune preuve. C'est donc la parole de l'un contre la parole de l'autre». «On n'a jamais su la vérité, mais les 13 ans de cavale de Karadzic poussent à la suspicion», poursuit Florence Hartmann en relevant que les spécialistes n'écartent pas «la possibilité qu'une bande apparaisse, et soit utilisée comme monnaie d'échange». La famille de Karadzic «a toujours dit qu'elle avait des éléments de

preuve de l'accord. On va voir ce que fera Karadzic», conclut Florence Hartmann. Dans une interview publiée le 24 juillet par le quotidien serbe Vecernje Novosti, après l'arrestation de Radovan Karadzic, celui qui fut le ministre des Affaires étrangères de la Republika Srpska (RS, entité serbe en Bosnie) jusqu'en janvier 1998, Aleksa Buha, a affirmé qu'il existait «deux accords conclus oralement» prévoyant une impunité du leader des Serbes de Bosnie en échange de son retrait de la vie publique. Le premier «a été conclu avec Holbrooke en juin 1996, Holbrooke me l'a confirmé en personne. Il m'a montré un papier affirmant qu'il contenait la décision signée de Radovan Karadzic», a déclaré M. Buha. «L'accord a été confirmé un an plus tard lors d'une rencontre à Banja Luka entre la présidente

(de la RS) à l'époque Biljana Plavsic et la secrétaire d'Etat Madeleine Albright qui a une nouvelle fois confirmé que Karadzic ne serait pas inquiété s'il disparaissait», a dit M. Buha. Richard Holbrooke a déclaré jeudi sur CNN qu'il avait obtenu de Karadzic l'engagement de son retrait de la vie politique en juillet 1996.

«J'ai négocié un accord très difficile. Il devait se retirer immédiatement de ses deux postes de président de la partie serbe de Bosnie et de chef de son parti. Et il l'a fait», a déclaré M. Holbrooke.

«Mais quand il a disparu, il a diffusé un message de désinformation prétendant que j'avais passé un accord avec lui selon lequel s'il disparaissait, nous ne le poursuivrions pas. C'était une déclaration complètement fausse».

L'avocat de Karadzic réclame la restitution de l'ordinateur de son client

L'avocat de Radovan Karadzic, Me Svetozar Vujacic, a réclamé vendredi la restitution d'un ordinateur portable et de cinquante CD confisqués lors de l'arrestation de son client où, a-t-il déclaré, celui-ci avait accumulé depuis dix ans des documents en vue de sa défense. «Nous avons un grand problème (...) tant que ceux qui l'ont arrêté ne restitueront pas cet ordinateur portable et les cinquante CD contenant la totalité de la défense que Radovan Karadzic préparait depuis dix ans», a déclaré M^e Svetozar Vujacic à l'AFP. M^e Vujacic, qui a exclu de se rendre dans un proche avenir à La Haye, a précisé que «la totalité de la stratégie» de la défense de Radovan Karadzic avait été «convenue» avec lui. Sans préciser davantage, l'avocat a déclaré ignorer si Radovan Karadzic comparaitrait le 29 août, date de sa prochaine comparution devant le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPI), en raison même de la disparition de cette documentation. Me Vujacic a une nouvelle fois affirmé que son client avait été «kidnappé» le vendredi 18 juillet, et que son ordinateur avait alors été saisi, et non pas arrêté le lundi 21 juillet, comme l'assurent les autorités à Belgrade. Radovan Karadzic a également affirmé jeudi, lors de sa première comparution devant le TPI qu'il avait été «kidnappé» et qu'il avait choisi d'attendre avant de plaider coupable ou non. «Vous avez été mal informés sur de la date de mon arrestation... Il y a des irrégularités en ce qui concerne mon arrivée ici», au TPI, a-t-il dit.

L'Afrique du Sud ferme bientôt les camps abritant les victimes de xénophobie

L'Afrique du Sud va fermer entre mi-août et début septembre ses camps de déplacés autour de Johannesburg et du Cap (sud-ouest), qui abritent des milliers d'immigrés depuis la vague de violences xénophobes en mai, a-t-on appris hier de sources officielles. Les six camps de la province du Gauteng, où se trouve la capitale économique Johannesburg, comptent moins de 3 000 étrangers et devraient fermer le 15 août. Dans le Western Cape (sud-ouest), il reste quelque 4 200 déplacés répartis dans 45 sites. «Nous aimerions qu'ils soient tous réinsérés d'ici au 3 septembre» dans leur quartier, a déclaré à l'AFP la directrice du centre local de gestion des catastrophes dans le Western Cape, Hildegard Fast. Mais cette date pourrait être repoussée pour certains camps, parce que «certaines personnes ne veulent pas rentrer et elles ne peuvent être rapatriées car elles viennent de zones de conflits», a-t-elle expliqué. Quelque 16 000 immigrés ont déjà quitté les camps de la province et «la majorité a été réintégrée» dans leur quartier d'origine ou dans d'autres zones, a-t-elle précisé. Mais les derniers déplacés ont peur de rentrer dans des communautés hostiles et d'être à nouveau la cible de violences. Depuis que les victimes de xénophobie ont commencé à regagner leur domicile dans le Western Cape, cinq étrangers ont été tués et sept blessés, a d'ailleurs relevé l'hebdomadaire Mail and Guardian. La police a seulement confirmé la mort d'un immigré tué mardi lors d'un braquage. «Il est difficile parfois de séparer ce qui relève du vol et ce qui est explicitement dicté par la xénophobie», a estimé M^{me} Fast. L'hebdomadaire fait également état de cas de racketts envers les immigrés.Des étrangers, notamment des Zimbabwéens et Mozambicains, ont été en mai la cible d'attaques qui ont fait au moins 62 morts et ont provoqué le déplacement de dizaines de milliers de personnes. Les auteurs des violences accusent les étrangers de voler les emplois des Sud-Africains ou d'être des criminels.

ATTENTATS DE BALI

Les pelotons d'exécution sont prêts

La police à Jakarta a indiqué hier avoir mobilisé trois pelotons d'exécution chargés de fusiller prochainement les trois islamistes indonésiens condamnés à mort pour les attentats de Bali de 2002. Chaque peloton est composé de douze hommes de la police paramilitaire, dont neuf tireront à blanc et trois à balles réelles, a précisé à l'AFP Abubakar Nataprawira, porte-parole de la police. «Sur le groupe de douze tireurs, seulement trois utiliseront des balles réelles», a-t-il déclaré en expliquant que cette mesure visait à limiter les conséquences psychologiques pour les membres des pelotons d'exécution. Le procureur général a annoncé la semaine dernière qu'Ali Ghufron, Amrozi et Iman Samudra seraient exécutés avant le mois de Ramadan, prévu en septembre. Aucune date précise n'a cependant été annoncée. Ali Ghufron, son frère cadet Amrozi et Iman Samudra ont été condamnés à mort pour avoir organisé dans l'île touristique de Bali des attentats qui avaient fait 202 morts au soir du 12 octobre 2002. Ces attaques, attribuées à la Jemaah Islamiyah, réseau islamiste d'Asie du Sud-Est, avaient visé une discothèque et un bar de Bali et avaient fait une majorité de victimes étrangères.